



Le coup d'État parlementaire au Brésil et les médias « progressistes »

Par [Peter Koenig](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 07 septembre 2016

sputniknews.com

« L'intervention étrangère dans le coup d'État étant prouvée, ses auteurs pourraient même être déférés devant la Cour Criminelle Internationale de La Haye, ne fût-ce qu'en guise de test, pour savoir à quel point elle est encore indépendante. »

Sputnik - Que pensez-vous de la destitution parlementaire de Dilma Rousseff

Peter Koenig - Ce qui vient d'avoir lieu au Brésil n'est rien d'autre que le plus horrible, le plus flagrant des coups d'État parlementaires dirigés de l'étranger qui se soit produit en Amérique Latine depuis le coup semblable qui a déposé, en juin 2009, José Mujica d'Uruguay.

Pourquoi dirigé de l'étranger ?

Washington était dans les coulisses alors et Washington est dans les coulisses aujourd'hui.

Ce qui me stupéfie le plus, là-dedans, c'est que les médias qui se prétendent progressistes ne mentionnent même pas, ou à peine, la longue main sanglante de Washington dans ce qui arrive. Cette réalité est complaisamment occultée.

Il y a juste un an, les autorités légales internationales se sont prononcées on ne peut plus clairement sur l'illégalité et l'absolu manque de fondement d'une destitution. Elles ont toutes très bien vu à quel point il était illégitime de vouloir lancer une procédure de destitution.

Néanmoins, les archi-corrompus et l'oligarchie archi-néo-nazie sont arrivés à leurs fins. Avec l'aide des États-Unis. Ce que les médias soi-disant progressistes nous disent aujourd'hui, c'est qu'un groupe de parlementaires de droite corrompus conduits par Eduardo Cunha, ex-président du Parlement du Brésil, qui est lui-même poursuivi pour corruption dans l'affaire dite des «Car-Wash », est à l'origine de cette opération de destitution. Cunha était - est peut-être encore - un client[*salarié, NdT*] de Washington. Ce n'est pas seulement la presse de masse intégrée mais aussi la soi-disant progressiste, qui occultent si opportunément ce fait. Cunha est accusé de parjure, de blanchiment d'argent et d'avoir empoché pas moins de 5 millions de dollars en pots de vin. [*Prêtre évangéliste, il est aussi le représentant sur place de la très puissante Église Épiscopale Anglicane US, dont les missions jouent depuis des lustres en Amérique Latine le rôle que tiennent ailleurs les ONG chères à George Soros. NdT*].

L'ex-Vice-Président Michel Temer, lui-même accusé de crimes de haute corruption pour plus de 40 millions de dollars, échappera ainsi sans doute à toutes les poursuites, comme y échappera son acolyte Cunha... sous le nouveau gouvernement Temer.

Dilma n'a jamais été accusée de corruption. Ils auraient bien voulu, mais ils n'en ont pas trouvé la moindre trace. Tout ce qu'ils sont arrivés à lui mettre sur le dos, c'est qu'elle pourrait avoir « embelli » la présentation des comptes du gouvernement, chose qui se pratique de façon courante dans tous les gouvernements, d'un bout du monde à l'autre. Et ce n'est pas un délit, encore moins un délit passible de destitution. Il se trouve cependant des médias pour publier qu'elle a été reconnue coupable de corruption. Quel foutu mensonge ! Elle n'a même pas été – jamais – accusée de corruption.

Ainsi donc, les vrais criminels vont échapper à la justice et rester au pouvoir. C'est exactement, bien sûr, ce que veut Washington : libre accès à toutes les richesses du pays - ses hydrocarbures, ses forêts tropicales et - notamment - ses ressources presque infinies en eaux douces de surface du bassin amazonien, sans compter ses énormes réserves d'eaux douces souterraines, et ne parlons même pas des immenses richesses minérales du Brésil.

Une privatisation à gigantesque échelle est ce qui va se produire dans les deux ans qui viennent, peut-être au niveau de celle que subit la Grèce ou de ce que Macri est en train d'infliger à l'Argentine, ou pire. Temer n'en a pas fait mystère. Il s'agira de la privatisation de toutes sortes de propriétés publiques, dont, bien sûr, les eaux de l'Amazone, que les USA ont déjà essayé une fois de mettre sous la tutelle de l'ONU, parce que, sous la tutelle de l'ONU, elles seraient sous celle de Washington, comme tout ce qui est lié de près ou de loin aux Nations Unies. À l'époque, Lula avait dit fermement : PAS QUESTION.

Les privatisations en masse seront accompagnées de programmes d'austérité non moins massifs qui tailleront à grands coups dans la santé publique, l'éducation, les retraites et tous les autres filets de sécurité d'un état civilisé, et jetteront sur le carreau des foules de chômeurs réduits à une abjecte misère ; il n'y a qu'à voir comment l'infâme trio FMI - BCE - UE/CE a dévasté la Grèce et ce que le Macri-homme de main de Washington a déjà fait à l'Argentine, à savoir : faire passer le taux de pauvreté du pays de 12% en novembre 2015 à près de 40% en juillet 2016 - en 7 mois ! - avec un taux de chômage généralisé qui monte en flèche.

Temer a deux ans pour mener à bien son programme néo-nazi, et il recevra toute l'aide dont il a besoin de Washington et des institutions qui vont désormais mener la danse au Brésil - FMI, Banque Mondiale, Wall Street - qui ne sont que le poing tendu de la FED, du Trésor US et de la mystérieuse BRI (Banque des Règlements Internationaux contrôlée par les Rothschild) de Bâle, en Suisse, également appelée « Banque centrale des banques centrales ».

Pourquoi peut-on dire que Washington et ses institutions financières sont derrière ce coup d'État ?

Il y a déjà plus d'un an, des conversations secrètes se sont tenues, entre le FMI, la Banque Mondiale et ceux qui viennent de perpétrer le coup d'État. « On » va faire cadeau du Brésil d'abord au FMI, qui fera en sorte que le programme d'austérité soit bien appliqué - à la grecque ! -, ensuite à Wall Street, pour bien s'assurer que le niveau de la dette soit tel que la privatisation sauvage de toutes les propriétés publiques puisse être décrétée « justifiée et

inévitable ». ET celui que Temer vient de nommer à la tête de la Banque Centrale du Brésil, Ilan Goldfein, qui lui aussi a toute une histoire avec le FMI, fera en sorte que le Brésil suive à la lettre la ligne prescrite par l'oligarchie.

En prenant le contrôle du Brésil, Washington vient de ré-enfoncer fermement ses griffes dans la chair de l'Amérique du Sud, presque comme si les célèbres révolutions démocratiques de l'Amérique Latine vers une véritable indépendance ne s'étaient jamais produites.

Troisième point : une des raisons-clés pour qu'ils veuillent à ce point soumettre le Brésil est que le Brésil est un membre important des BRICS – membre aussi crucial par sa force économique et ses potentialités que par l'équilibre géographique qu'il apportera [? NdT] aux BRICS. Les BRICS sont dirigés par la Russie et la Chine, des pays qui ont déjà largement détaché leurs économies du système occidental fondé sur le dollar, et qui sont occupés à développer leur propre système, lié à la production économique et à l'or. Oui, à l'or ! Les monnaies russes et chinoises sont gagées sur l'or, alors que l'argent-papier occidental repose sur de l'air léger.



Tout le monde en noir. D'ailleurs, c'est l'anniversaire de Ferré.

Dans le monde occidental, c'est le système monétaire-bidon basé sur le dollar et l'euro qui fait l'économie. Ce n'est pas l'économie qui fait le système, comme il se devrait puisque l'économie doit servir de base à TOUT système monétaire digne de ce nom, supposé refléter une économie saine, honnête et loyale, à la fois à l'intérieur des pays et entre eux. C'est ce vers quoi tendent les BRICS. Il faut donc que les BRICS soient éliminés un par un. Ils constituent un danger pour l'hégémonie financière occidentale sur le monde, avec les États-Unis à sa tête.

L'intervention étrangère dans le coup d'État étant prouvée, ses auteurs pourraient même être déférés devant la Cour Criminelle Internationale de La Haye, ne fût-ce qu'en guise de test, pour savoir à quel point elle est encore indépendante.

Sputnik : Le Sénat brésilien a décidé que l'ex-présidente Dilma Roussef ne serait pas interdite de fonction publique. Que va-t-elle faire maintenant ?

Peter Koenig : Après qu'il ait, sans vergogne, déchu Dilma de la présidence, tout le monde s'attendait à ce qu'elle soit aussi interdite de fonction publique pour les huit ans à venir. Cela n'a pas été le cas. Le Sénat a fait preuve de « miséricorde » pour ainsi dire. Comme reconnaissant implicitement l'énorme bourde qu'ils venaient de commettre – je le répète : sur ordre de l'étranger – les sénateurs lui ont épargné cette humiliation supplémentaire.



Thermidoriens célébrant leur victoire

Ce que Mme Roussef fera ensuite ? Je n'en ai pas la moindre idée. En tout cas, elle a déjà déclaré qu'elle porterait l'affaire devant la Cour Suprême du Brésil. Avec quelle chance de succès ? On peut se le demander. Surtout sachant que M. Temer est la marionnette de Washington. Il dirigera la Cour Suprême du Brésil selon les ordres qu'il aura reçus d'en haut.

Là où je vois la possibilité d'une meilleure chance, c'est de porter l'affaire devant la Cour Criminelle de La Haye, même si on sait à quel point elle est assujettie aux desiderata de la Maison Blanche. Il serait intéressant de voir quels arguments elle utiliserait pour soutenir le verdict du Sénat brésilien. Dans tous les cas, le monde entier pourrait apprendre quelque chose sur le genre d'(in)justice qui est imposée aux non-alignés par l'empire et ses acolytes, et par leurs maîtres à tous : ceux de la finance mondialisée.

Quoi que Dilma décide de faire, de quelque manière qu'elle décide de procéder, j'espère qu'elle ne cédera sur rien, qu'elle maintiendra le cap, le cap d'intégrité pour lequel elle est connue, et qu'elle restera en politique. Le Brésil a besoin d'elle. Mon pari est qu'elle devrait recevoir un soutien massif – je veux dire vraiment massif, de dizaines de millions de personnes – dans tout le Brésil. Peut-être assez pour amener une révolution, qui serait un message de fermeté à tous ses voisins d'Amérique Latine. Et au reste du monde.

Transcription d'une interview accordée à Sputnik

Traduction c.l. pour [Les Grosses Orchades](#).

La source originale de cet article est sputniknews.com
Copyright © [Peter Koenig](#), sputniknews.com, 2016

Articles Par : [Peter Koenig](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca